

Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid, inzonderheid artikel 163, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 21 maart 1975 en 27 december 1977 en artikel 170, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 27 december 1977, 29 juni 1984 en 10 mei 1985;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat onverwijld maatregelen dienen getroffen te worden zodat de tewerkgestelde werklozen kunnen in dienst gaan op 1 september 1986, wat voor het Rijksonderwijs noodzakelijk is;

Op de voordracht van Onze Minister van Onderwijs en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De Minister van Onderwijs wordt toelating verleend om personeelsleden aan te werven voor het Rijksonderwijs bij middel van tewerkstelling van tewerkgestelde werklozen voor een bedrag van zestig miljoen frank van het budget van het Ministerie van Arbeid en Tewerkstelling.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 september 1986 en houdt op van kracht te zijn op 1 juli 1987.

Art. 3. Onze Minister van Onderwijs is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 11 augustus 1986.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Onderwijs,
D. COENS

Vu l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, notamment l'article 163, modifié par les arrêtés royaux des 21 mars 1975 et 27 décembre 1977 et l'article 170, modifié par les arrêtés royaux des 27 décembre 1977, 29 juin 1984 et 10 mai 1985;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il y a lieu de prendre d'urgence des mesures de sorte que les chômeurs mis au travail peuvent entrer en service le 1er septembre 1986, ce qui consitue une nécessité pour l'enseignement de l'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Education nationale et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Le Ministre de l'Education nationale est autorisé à recruter du personnel pour l'enseignement de l'Etat en recourant à l'emploi de chômeurs mis au travail à concurrence d'un montant de soixante millions de francs à charge du budget du Ministère de l'Emploi et du Travail.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er septembre 1986 et cessera d'être en vigueur le 1er juillet 1987.

Art. 3. Notre Ministre de l'Education nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 11 août 1986.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de l'Education nationale,
D. COENS

EXECUTIEVEN — EXÉCUTIFS

REGION WALLONNE

F. 86 — 1581

23 AVRIL 1986. — Décret portant constitution d'une Société Wallonne des Distributions d'Eau (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier Création, mission et fonctionnement

Article 1er. § 1er. Il est institué une société qui portera la dénomination de « Société Wallonne des Distributions d'Eau » (en abrégé S.W.D.E.).

Le siège de cette société est établi à Verviers.

§ 2. Cette société aura pour objet :

1° l'étude, l'établissement et l'exploitation de services publics de distributions d'eau par canalisations en Région Wallonne.

2° l'étude et l'établissement de réseaux d'adduction et de distribution d'eau en dehors de la Région Wallonne, pour compte de tiers.

§ 3. Sont de plein droit actionnaires de la Société wallonne des distributions d'eau, les actionnaires de la Société nationale des distributions d'eau qui relèvent de la Région Wallonne et dont le Roi aura, en application de l'article 2, § 2, de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, sauvegardé les droits.

§ 4. L'attribution de la mission définie par le paragraphe 2, 1°, à la Société wallonne des distributions d'eau ne porte pas préjudice à ceux qui exercent en Région wallonne une même activité que cette société.

§ 5. La société visée aux paragraphes précédents peut fournir de l'eau à des distributeurs d'eau qui n'y sont pas affiliés, y compris à des distributeurs qui desservent un territoire situé en dehors de la Région Wallonne.

Art. 2. La société sera constituée dans la forme des sociétés coopératives et jouira, sans perdre son caractère civil, des avantages accordés par la loi aux sociétés commerciales.

Les associés ne peuvent s'engager que divisément et jusqu'à concurrence d'une certaine valeur.

(1) Session 1985-1986 :

Documents du Conseil. N° 13 (1985-1986). Nos 1 à 4.

Compte-rendu intégral. Séance publique du 23 avril 1986.

Discussion. — Vote.

Art. 3. § 1er. Sous réserve des arrêtés qui auront été pris en exécution de l'article 2 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public, la société est régie par les statuts de la Société nationale des Distributions d'Eau, tels qu'ils sont établis au 1er janvier 1984, et en tenant compte du fait que :

- par « Roi » et « Gouvernement », il faut entendre l'Exécutif;
- par « Ministre », il faut entendre l'Exécutif ou le membre qu'il délègue à cette fin.

§ 2. L'assemblée générale des actionnaires statuant à la majorité absolue des membres présents et représentés peut apporter des modifications aux statuts, sous réserve de l'approbation de l'Exécutif; les statuts seront conformes aux principes consacrés par le présent décret et aux dispositions des lois sur les sociétés commerciales pour autant qu'il ne soit pas nécessaire de déroger à ces dernières en raison de la nature spéciale de la société.

Les dérogations devront être expressément mentionnées dans les statuts.

Art. 4. La société est constituée pour une période prenant fin à la date d'entrée en vigueur d'un décret prononçant sa dissolution et réglant les modalités de sa liquidation et la situation de ses agents.

Art. 5. Sans préjudice de l'article 19, le capital social se compose d'autant de séries de parts qu'il y a de services distincts de distribution d'eau; ces parts peuvent être souscrites par la Région, les provinces, les associations de communes, les communes, les centres publics d'aide sociale et les particuliers.

L'intervention de la Région dans la formation du capital social ne pourra dépasser la moitié du capital initial de la société, ni le tiers de chacune des séries de parts, à moins, en ce qui concerne ces dernières, qu'un décret n'en dispose autrement ou qu'il s'agisse d'une souscription temporaire, faite en lieu et place de communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue.

La Région, les provinces, les associations de communes et les communes sont autorisées à se libérer de leurs souscriptions par annuités. Leurs parts, ainsi que celles des centres publics d'aide sociale sont nominatives et peuvent être cédées avec l'approbation de l'Exécutif.

Art. 6. La société est administrée par un conseil d'administration et un directeur général assisté d'un directeur général adjoint; ces derniers sont nommés par l'Exécutif.

Le conseil d'administration est composé de douze membres dont un président et deux vice-présidents. En cas de parité des voix, le président de séance a voix prépondérante.

La moitié des membres, dont le président, sont nommés par l'Exécutif, les autres membres sont nommés par l'assemblée générale des actionnaires, à l'exclusion de la Région.

Les statuts règlent ce qui a trait aux attributions, aux émoluments et à la durée des fonctions du président, des vice-présidents et des administrateurs.

L'Exécutif règle ce qui a trait aux attributions, aux rémunérations et à la durée des fonctions du directeur général et du directeur général adjoint.

Art. 7. La société pourra être autorisée par l'Exécutif, aux conditions à déterminer par lui :

- 1° à céder à une commune ou à une association de communes, tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;
- 2° à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés détenteurs de parts sociales souscrites pour la création de ce service.

CHAPITRE II. — *Financement, comptabilité et contrôle*

Art. 8. L'Exécutif peut allouer à la société une subvention pour la construction et l'équipement d'installations de production d'intérêt local, d'ouvrages de traitement, d'adduction et de distribution d'eau. Cette subvention sera affectée par la société :

- 1° à la libération, à due concurrence des parts sociales souscrites par les communes;
- 2° à la libération des parts souscrites à titre temporaire par la Région en lieu et place des communes dont l'adhésion n'a pu être immédiatement obtenue;
- 3° à la libération de parts sociales attribuées à la Région en remplacement de parts sociales souscrites par l'Etat à titre temporaire en vertu de l'arrêté-loi du 5 décembre 1946 tendant à accorder à la Société nationale des Distributions d'Eau des subsides complémentaires à ceux prévues par la loi du 26 août 1913 instituant cette société.

Art. 9. La société est classée dans la catégorie B établie par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Art. 10. Chaque service distinct de distribution d'eau fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité sociale.

Ce compte comporte, en dépenses, la quote part du service dans les frais généraux de la société.

Les statuts devront prévoir :

- 1° la constitution d'une réserve commune à tous les services;
- 2° la formation, pour chaque service, d'un fonds de prévision, destiné aux extensions et améliorations de ce service, et alimenté par l'excédent de bénéfices qui resterait disponible après prélèvement du dividende prévu à l'article 11;
- 3° la ristourne du surplus des bénéfices de chaque service aux communes, aux associations de communes et aux particuliers qui sont clients de ce service.

Art. 11. Le dividende annuel à allouer éventuellement ne peut dépasser :

1° pour les communes et les associations de communes, la somme correspondant à l'intérêt et à l'amortissement de la partie du capital qu'elles ont versée, ou le montant de l'annuité qu'elles ont souscrite, si elles ont choisi le mode de libération prévu au dernier alinéa de l'article 5.

Dans les deux cas, le nombre d'années à prendre comme base de l'annuité ou de l'amortissement, ainsi que le taux de l'intérêt sont fixés, pour chaque service, lors de la constitution du capital;

2° pour les centres publics d'aide sociale et les particuliers, quatre pour cent des versements effectués.

Il n'est alloué aucun dividende aux parts de la Région et des provinces.

Art. 12. La société peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les associations de communes, les provinces et la Région.

L'Exécutif est autorisé à garantir envers les tiers, aux conditions à déterminer par lui, l'intérêt et l'amortissement de ces emprunts et obligations; les engagements de la Région comme garante, ne peuvent dépasser les sommes fixées par le décret contenant le budget des dépenses de la Région Wallonne.

Art. 13. Le contrôle des opérations de la société est assuré par un comité de surveillance nommé par l'assemblée générale.

Les statuts fixent le nombre des membres, la durée de leur mandat, ainsi que le montant des jetons de présence qui peuvent leur être attribués.

CHAPITRE III

Dispositions particulières relatives à l'exercice des missions de la société

Art. 14. La Société Wallonne des Distributions d'Eau peut, moyennant l'autorisation préalable de l'Exécutif, exproprier des biens et droits immobiliers pour cause d'utilité publique.

Art. 15. La société pourra exécuter sur ou sous les places, routes, rues, sentiers, cours d'eau et canaux faisant partie du domaine public de l'Etat, des provinces et des communes, tous travaux relatifs à sa mission, selon les modalités prévues par la loi du 17 janvier 1938 réglant l'usage par les autorités publiques, associations de communes et concessionnaires de services publics ou d'utilité publique, des domaines publics de l'Etat, des provinces et des communes, pour l'établissement de canalisations et notamment des canalisations d'eau et de gaz.

Pour l'application de l'article unique, alinéa 5, de la loi visée à l'alinéa premier, il y a lieu d'entendre par le mot « Roi », l'Exécutif.

CHAPITRE IV

Reprise des missions, des droits, des obligations, des biens et du personnel de la Société nationale des Distributions d'Eau

Art. 16. Les agents de la Société nationale des Distributions d'Eau qui sont transférés à la Région sont d'office agents de la société régionale.

Art. 17. La société dispose des mêmes avantages fiscaux que la Société nationale des Distributions d'Eau avant sa suppression, dans la mesure prévue par la loi portant dissolution de la Société nationale des Distributions d'Eau et ses arrêtés d'exécution.

Art. 18. Les missions, les biens, les droits et obligations de la Société nationale des Distributions d'Eau qui sont transférés à la Région Wallonne en application de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public le sont de plein droit à la Société Wallonne des Distributions d'Eau.

CHAPITRE V. — Dispositions transitoires

Art. 19. § 1er. Lors de la constitution de la société, en sont actionnaires et participent à la première assemblée générale :

- a) les provinces, les communes, les associations de communes et les centres publics d'aide sociale qui détiennent des parts sociales de la Société nationale des Distributions d'Eau et qui relèvent de la Région wallonne;
- b) la Région Wallonne.

§ 2. Les actionnaires visés au § 1er, a, reçoivent un nombre de parts sociales de la société wallonne équivalent au nombre de parts sociales dont ils disposaient au sein de la société nationale précitée.

§ 3. La Région Wallonne reçoit un nombre de parts sociales de la société wallonne équivalent au nombre de parts sociales dont ils disposaient au sein de la société nationale précitée.

§ 4. Les paragraphes précédents s'appliquent sans préjudice des mesures d'exécution de l'article 2, § 2 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

Art. 20. § 1er. L'Exécutif veille à ce que les parts sociales initiales soient attribuées et à ce que la première assemblée générale soit réunie.

§ 2. Le montant du capital initial, tel qu'il résulte de l'attribution des parts sociales en vertu de l'article 19 sera inscrit dans les statuts selon la procédure de modification des statuts prévue à l'article 3, § 2 au plus tard un an après la constitution de la société.

§ 3. Les parts sociales attribuées en vertu de l'article 19 ne sont libérées que dans la même mesure où elles l'étaient avant la suppression de la société nationale.

Ces parts sociales de la société régionale confèrent aux détenteurs les mêmes droits et devoirs que les parts sociales de la société nationale, sans préjudice des mesures d'exécution de l'article 2, § 2 de la loi du 28 décembre 1984 portant suppression ou restructuration de certains organismes d'intérêt public.

§ 4. Aucune souscription nouvelle ne peut s'effectuer en application de l'article 5 aussi longtemps qu'une assemblée générale des détenteurs de parts sociales, composée selon le § 1er de l'article 19, n'aura été tenue.

Art. 21. Si la première assemblée générale a lieu avant que l'arrêté d'exécution de l'article 2, § 2 de la loi du 28 décembre 1984 précitée, relatif à la Société nationale des Distributions d'Eau, ne soit entré en vigueur, et si, ultérieurement, un tel arrêté est régulièrement pris et a pour effet de modifier les règles d'attribution de parts sociales de la Société Wallonne des Distributions d'Eau, l'Exécutif prend les mesures nécessaires à l'exécution de cet arrêté royal.

Art. 22. Les services de la société nationale dont le territoire desservi est situé intégralement en Région Wallonne sont maintenus dans la société régionale avec les mêmes limites, sans préjudice de la possibilité de modifications ultérieures, conformément aux statuts.

CHAPITRE VI. — Dispositions finales

Art. 23. La société exerce la mission visée à l'article 1er, § 2, 1^o, dès le transfert des missions de la Société nationale des Distributions d'Eau.

Elle exerce la mission visée à l'article 1er, § 2, 2^o, dès la réunion de la première assemblée générale.

Art. 24. A l'article 1er, B de la loi du 16 mars 1984 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la mention de la Société Wallonne des Distributions d'Eau est insérée à sa place dans l'ordre alphabétique.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 avril 1986.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon,
chargé des Technologies nouvelles, des Relations extérieures,
des Affaires générales et du Personnel,
M. WATHELET

Le Ministre de l'Economie, de l'Emploi,
et des Classes moyennes pour la Région Wallonne,
A. DECLÉTY

Le Ministre du Logement et de la Tutelle
pour la Région Wallonne,
A. DALEM

Le Ministre du Budget, des Finances
et des Travaux subsidiés pour la Région Wallonne,
Ch. AUBECQ

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire,
de la Vie rurale et de l'Eau pour la Région Wallonne,
A. LIÉNARD

Le Ministre de l'Environnement et de l'Agriculture
pour la Région Wallonne,
D. DUCARME

ÜBERSETZUNG

WALLONISCHE REGION

D. 86 — 1561

23. APRIL 1986. — Dekret zur Errichtung der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

KAPITEL I. — Schaffung, Aufgabe und Arbeitsweise

Artikel 1. § 1. Es wird eine Gesellschaft unter der Bezeichnung « Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft » (W.W.V.G. abgekürzt) gegründet. Diese Gesellschaft hat ihren Sitz in Verviers.

§ 2. Diese Gesellschaft hat folgende Aufgaben:

1. die Analyse, die Errichtung und die Bewirtschaftung von öffentlichen Diensten für Wasserversorgung durch Kanalisationen in der Wallonischen Region;
2. die Analyse und die Errichtung von Wasserzuführungs- und -verteilungsnetzen ausserhalb der Wallonischen Region für Rechnung von Dritten.

§ 3. Die Aktionäre der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft, die der Wallonischen Region unterliegen und deren Rechte der König in Anwendung von Artikel 2, § 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen gewährt hat, sind von Rechts wegen Aktionäre der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft.

§ 4. Die Erteilung der in § 2, Punkt 1 bestimmten Aufgabe an die Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft benachteiligt nicht diejenigen, die in der Wallonischen Region die gleiche Tätigkeit wie diese Gesellschaft ausüben.

§ 5. Die in den vorangehenden Paragraphen erwähnte Gesellschaft kann nichtangegliederte Wasserverteiler beliefern, einschliesslich der Verteiler, die ein Gebiet ausserhalb der Wallonischen Region versorgen.

Art. 2. Die Gesellschaft wird in der Form der Genossenschaft gegründet und geniesst die Vorteile, die das Gesetz den Handelsgesellschaften gewährt, ohne ihre zivilrechtliche Eigenschaft einzubüssen.

Die Gesellschaften dürfen nur separat und bis zu einem gewissen Wert Verpflichtungen eingehen.

Art. 3. § 1. Unter Vorbehalt der Erlasse, die in Durchführung von Artikel 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen getroffen worden sind, unterliegt die Gesellschaft den Satzungen der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft, so wie sie am 1. Januar 1984 festgelegt worden sind, wobei die Tatsache berücksichtigt wird:

- dass unter « König » und « Regierung » die Exekutive zu verstehen ist;
- dass unter « Minister » die Exekutive oder das zu diesem Zweck von ihr bevollmächtigte Mitglied zu verstehen ist.

(1) Sitzung 1985-1986:

Ratsdokument Nr. 13 (1985-1986), Nrs 1 bis 4.

Ausführlicher Bericht, Öffentliche Sitzung vom 23. April 1986.

Diskussion — Abstimmung.

§ 2. Die Generalversammlung der Aktionäre, die mit absoluter Mehrheit der anwesenden und vertretenen Mitglieder beschliesst, kann unter dem Vorbehalt der Genehmigung der Exekutive die Satzungen abändern; die Satzungen werden den Vorschriften des vorliegenden Dekrets und den Bestimmungen der Gesetze über die Handelsgesellschaften entsprechen, sofern man nicht wegen der besonderen Art der Gesellschaft von diesen Bestimmungen abweichen muss.

Die Abweichungen müssen ausdrücklich in den Satzungen erwähnt werden.

Art. 4. Die Gesellschaft wird für eine Dauer gegründet, die beim Inkrafttreten eines Dekrets endet, das ihre Auflösung verkündet und die Modalitäten für ihre Liquidation sowie die Lage ihrer Bediensteten regelt.

Art. 5. Unbeschadet des Artikels 19 besteht das Gesellschaftskapital aus so vielen Serien von Anteilen, wie es einzelne Wasserversorgungsdienste gibt; diese Anteile können von der Region, den Provinzen, den Gemeindevereinigungen, den Gemeinden, den öffentlichen Sozialhilfeszentren und den Privatpersonen gezeichnet werden.

Die Beteiligung der Region an der Bildung des Gesellschaftskapitals darf weder die Hälfte des Grundkapitals der Gesellschaft noch das Drittel jeder Serie von Anteilen überschreiten, es sei denn, ein Dekret bestimmt anders bezüglich dieser Anteile oder es handelt sich um eine vorläufige Zeichnung anstellen der Gemeinden, deren Beitritt nicht unverzüglich erhalten werden konnte.

Die Region, die Provinzen, Gemeindevereinigungen und Gemeinden dürfen sich durch Annuitäten von ihren Zeichnungen befreien. Ihre Anteilscheine sowie die der Sozialhilfeszentren sind Namenspapiere und können mit der Genehmigung der Exekutive übertragen werden.

Art. 6. Die Gesellschaft wird von einem Verwaltungsrat und einem Generaldirektor, der von einem beigeordneten Generaldirektor unterstützt wird, geleitet; diese werden von der Exekutive ernannt.

Der Verwaltungsrat umfasst 12 Mitglieder, darunter einen Vorsitzenden und zwei Vizepräsidenten. Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Sitzungspräsidenten ausschlaggebend.

Die Hälfte der Mitglieder, darunter der Vorsitzende, werden von der Exekutive ernannt, die andere Mitglieder werden von der Generalversammlung der Aktionäre, ausschliesslich der Region, ernannt.

Die Satzungen regeln die Befugnisse, die Bezüge und die Dauer der Ämter des Vorsitzenden, der Vizepräsidenten und der Verwalter.

Die Exekutive regelt die Befugnisse, die Besoldungen und die Dauer der Ämter des Generaldirektors und des beigeordneten Generaldirektors.

Art. 7. Die Gesellschaft kann von der Exekutive unter den von ihr zu bestimmenden Bedingungen ermächtigt werden :

1. einer Gemeinde oder einer Gemeindevereinigung einen ihrer Wasserversorgungsdienste ganz oder teilweise abzutreten;
2. die Bewirtschaftung eines dieser Dienste abzutreten auf Vorschlag der Mehrheit der Teilhaber von Gesellschaftsanteilen, die für die Schaffung dieses Dienstes gezeichnet worden sind.

KAPITAL II. — Finanzierung, Buchführung und Kontrolle

Art. 8. Die Exekutive kann der Gesellschaft einen Zuschuss für den Bau und die Ausrüstung von Erzeugungsanlagen lokalen Interesses, von Wasseraufbereitungs-, zuführungs- und -verteilungsanlagen gewähren. Dieser Zuschuss verwendet die Gesellschaft :

1. zur vollständigen Einzahlung der Gesellschaftsanteile, die die Gemeinden gezeichnet haben;
2. zur Einzahlung der Anteile, die die Region vorläufig anstelle der Gemeinde gezeichnet hat, deren Beitritt nicht unverzüglich erhalten werden konnte;
3. zur Einzahlung von Gesellschaftsanteilen, die der Region als Ersatz für Gesellschaftsanteile zugeteilt werden, die der Staat vorläufig gezeichnet hat aufgrund des Gesetzlerlasses vom 5. Dezember 1948, durch den der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft Zuschüsse gewährt werden sollen, die diejenigen ergänzen, die im Gesetz vom 26. August 1913 zur Errichtung dieser Gesellschaft vorgesehen sind.

Art. 9. Die Gesellschaft wird in die Kategorie B eingeordnet, die in Artikel 1 des Gesetzes vom 16. März 1954 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen festgelegt ist.

Art. 10. Für jegender Wasserversorgungsdienste wird eine getrennte Rechnung in der Buchhaltung der Gesellschaft geführt.

Diese Rechnung umfasst für die Ausgaben, den Anteil des Dienstes an den allgemeinen Unkosten der Gesellschaft.

In den Satzungen muss folgendes vorgesehen werden :

1. die Bildung eines gemeinsamen Reservefonds für alle Dienste;
2. die Bildung, für jeden Dienst, eines Vorsorgefonds, der für die Erweiterungen und Verbesserungen dieses Dienstes bestimmt ist und der mit dem Überschuss der Gewinne gespeist wird, der eventuell nach Abzug der in Artikel 11 vorgesehenen Dividende verfügbar bleibt.
3. die Rückerstattung der überschüssigen Gewinne eines jeden Dienstes an die Gemeinden, Gemeindevereinigungen und Privatpersonen, die Kunden dieses Dienstes sind.

Art. 11. Die eventuell zu gewährende Jahresdividende ist begrenzt :

1. für die Gemeinden und die Gemeindevereinigungen, auf die Summe, die den Zinsen und der Tilgung des von ihnen eingezahlten Teils des Kapitals oder dem Betrag der von ihnen gezeichneten Annuität entspricht, wenn sie das im letzten Absatz von Artikel 5 vorgesehene Einzahlungsverfahren gewählt haben.

In beiden Fällen werden die Anzahl Jahre, die als Grundlage für die Annuität oder die Tilgung zu nehmen ist, sowie die Zinsen für jeden Dienst bei der Kapitalbildung festgelegt.

2. für die Sozialhilfeszentren und die Privatpersonen, auf vier Prozent der geleisteten Zahlungen.

Für die Anteile der Region und der Provinzen wird keine Dividende gewährt.

Art. 12. Die Gesellschaft kann Anleihen aufnehmen oder Obligationen ausgeben in Höhe der Annuitäten, die die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen, die Provinzen und die Region ihr schulden.

Die Exekutive darf unter den von ihr festgelegten Bedingungen für die Zinsen und die Tilgung dieser Anleihen und Obligationen gegenüber Drittpersonen bürgen; die Verpflichtungen der Region als Bürge dürfen die durch das Dekret zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region festgelegten Summen nicht überschreiten.

Art. 13. Die Kontrolle der Geschäfte der Gesellschaft wird von einem Aufsichtskomitee ausgeübt, das von der Generalversammlung ernannt wird.

In den Satzungen werden die Anzahl Mitglieder, die Dauer ihres Mandats sowie die Höhe der Anwesenheitsgelder, die ihnen gewährt können, festgelegt.

KAPITEL III

Sonderbestimmungen in Bezug auf die Ausübung der Aufgaben der Gesellschaft

Art. 14. Die Wallonische Wasserversorgungsgesellschaft kann mit der vorherigen Genehmigung der Exekutive unbewegliche Güter und Rechte im öffentlichen Interesse enteignen.

Art. 15. Die Gesellschaft kann auf oder unter den Plätzen, Strassen, Wegen, Wasserläufen und Kanälen, die zum öffentlichen Eigentum des Staates, der Provinzen und der Gemeinden gehören, alle Arbeiten in bezug auf ihre Aufgabe für die Anlage von Kanalisationen und insbesondere von Wasser- und Gasleitungen durchführen und zwar gemäss den Modalitäten, die das Gesetz vom 17. Januar 1938 zur Regelung der Benutzung des öffentlichen Eigentums des Staates, der Provinzen und der Gemeinden durch die öffentlichen Behörden, Gemeindevereinigungen und Inhaber von Konzessionen für öffentliche oder gemeinnützige Dienste vorsieht.

Für die Anwendung des einzigen Artikels Absatz 5 des im ersten Absatz erwähnten Gesetzes ist unter dem Wort « König » die Exekutive zu verstehen.

KAPITEL IV

Übernahme der Aufgaben, der Rechte, der Verpflichtungen, der Güter und des Personals der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft

Art. 16. Die Bediensteten der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft, die in die Region versetzt werden, werden von Amts wegen Bedienstete der Regionalen Gesellschaft.

Art. 17. Die Gesellschaft verfügt über die gleichen Steuervergünstigungen wie die Nationale Wasserversorgungsgesellschaft vor ihrer Abschaffung, und zwar in dem durch das Gesetz zur Auflösung der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft und seine Durchführungserlasse vorgesehenen Masse.

Art. 18. Die Aufgaben, die Güter, die Rechte und Verpflichtungen der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft, die in Anwendung des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen der Wallonischen Region übertragen werden, gehören von Amts wegen zu der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft.

KAPITEL V

Übergangsbestimmungen

Art. 19. § 1. a) Die Provinzen, die Gemeinden, die Gemeindevereinigungen und die öffentlichen Sozialhilfezentren, die Anteile der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft besitzen und die der Wallonischen unterliegen;
b) Die Wallonische Region sind bei der Gründung der Gesellschaft Aktionäre dieser Gesellschaft und nehmen an der ersten Generalversammlung teil.

§ 2. Die in § 1 a) erwähnten Aktionäre erhalten eine Anzahl Anteile der Wallonischen Gesellschaft, die der Anzahl Anteile entspricht, über die sie in der vorerwähnten Nationalen Gesellschaft verfügten.

§ 3. Die Wallonische Region erhält eine Anzahl Anteile der Wallonischen Gesellschaft, die der Anzahl entspricht, über die der Staat in der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft für die in Wallonien gelegenen Dienste verfügte.

§ 4. Die vorangenden Paragraphen finden Anwendung unbeschadet der Durchführungsmassnahmen vom Artikel 2, § 2, des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen.

Art. 20. § 1. Die Exekutive sorgt dafür, dass die Grundanteile der Gesellschaft zugeteilt werden und dass die erste Generalversammlung zusammentrifft.

§ 2. Der Betrag des Grundkapitals, so wie er sich aus der Zuteilung der Gesellschaftsanteile aufgrund von Artikel 19 ergibt, wird spätestens ein Jahr nach der Gründung der Gesellschaft gemäss dem in Artikel 3, § 2 vorgesehenen Verfahren für die Satzungsabänderungen in die Satzungen eingetragen.

§ 3. Die aufgrund von Artikel 19 zugeteilten Gesellschaftsanteile werden nur in dem gleichen Masse eingezahlt, wie sie vor der Abschaffung der Nationalen Gesellschaft eingezahlt wurden.

Diese Anteile der regionalen Gesellschaft verleihen den Inhabern die gleiche Rechte und Pflichten wie die Anteile der nationalen Gesellschaft, unbeschadet der Durchführungsmassnahmen von Artikel 2, § 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1984 zur Abschaffung oder Umstrukturierung gewisser gemeinnütziger Einrichtungen.

§ 4. Es darf keine neue Zeichnung in Anwendung von Artikel 5 erfolgen, solange keine gemäss § 1 des Artikels 19 zusammengesetzte Generalversammlung der Inhaber von Gesellschaftsanteilen stattgefunden hat.

Art. 21. Wenn die erste Generalversammlung stattfindet, bevor der Erlass zur Durchführung von Artikel 2, § 2 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. Dezember 1984 über die Nationale Wasserversorgungsgesellschaft in Kraft tritt, und wenn ein solcher Erlass später ordnungsgemäss getroffen wird und eine Abänderung der Regeln für die Zuteilung von Anteilen der Wallonischen Wasserversorgungsgesellschaft bewirkt, trifft die Exekutive die nötigen Massnahmen zur Ausführung dieses königlichen Erlasses.

Art. 22. Die Dienste der Nationalen Gesellschaft, die ein ausschliesslich in der Wallonischen Region gelegenes Gebiet versorgen, werden in der Regionalen Gesellschaft mit den gleichen Grenzen beibehalten, unbeschadet der Möglichkeit, spätere Abänderungen gemäss den Satzungen vorzunehmen.

KAPITEL VI

Schlussbestimmungen

Art. 23. Die Gesellschaft führt die in Artikel 1, § 2, Punkt 1, erwähnte Aufgabe ab der Übertragung der Aufgaben der Nationalen Wasserversorgungsgesellschaft aus. Sie führt die in Artikel 1, § 2, Punkt 2, erwähnte Aufgabe ab der Sitzung der ersten Generalversammlung aus.

Art. 24. In Artikel 1 B des Gesetzes vom 18. März 1984 über die Kontrolle gewisser gemeinnütziger Einrichtungen wird der Begriff Wallonische « Wasserversorgungsgesellschaft » an der passenden Stelle in die alphabetische Reihenfolge eingefügt.

Verkündén dieses Dekret, ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, 23. April 1986.

Der Minister-Präsident der Wallonischen Regionalexekutive,
beauftragt mit den Neuen Technologien, den Auswärtigen Beziehungen,
den Allgemeinen Angelegenheiten und dem Personal,

M. WATHELET

Der Minister der Wirtschaftspolitik,
der Beschäftigung und des Mittelstands für die Wallonische Region,

A. DECLETY

Der Minister des Wohnungswesens und der Aufsicht für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Bezuschussten Arbeiten
für die Wallonische Region,

Ch. AUBECQ

Der Minister der Raumordnung, des Landlebens und des Wasserwesens
für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Umwelt und der Landwirtschaft für die Wallonische Region,

D. DUCARME

(VERTALING)

WAALSE GEWEST

N. 86 — 1561

23 APRIL 1986

Decreet houdende oprichting van een Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen (1)

De Waalse Gewestexecutieve heeft goedgekeurd en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Oprichting, opdracht en werking*

Artikel 1. § 1. Er wordt een maatschappij onder de naam « Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen » (W.M.W.V.) opgericht.

De zetel van deze maatschappij is te Verviers gevestigd.

§ 2. Deze maatschappij zal tot doel hebben :

1° het bestuderen, het oprichten en het exploiteren van openbare watervoorzieningsdiensten in het Waalse Gewest;

2° het bestuderen en het oprichten van watertoevoer- en watervoorzieningsnetten buiten het Waalse Gewest voor rekening van derden.

§ 3. Zijn van rechtswege aandeelhouders van de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen, de aandeelhouders van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen die onder het Waalse Gewest ressorteren en wier rechten door de Koning bij toepassing van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut gevrijwaard zijn.

§ 4. De toewijzing aan de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen van de in paragraaf 2, 1°, bepaalde opdracht benadeelt niet degenen die in het Waalse Gewest dezelfde activiteit als deze maatschappij uitoefenen.

§ 5. De in de voorafgaande paragrafen bedoelde maatschappij kan water leveren aan de waterverdelers die bij die maatschappij niet aangesloten zijn, met inbegrip van verdelers die een buiten het Waalse Gewest gelegen grondgebied bevoorraden.

Art. 2. De maatschappij zal ingericht worden onder de vorm der samenwerkende maatschappijen en zal, zonder haar burgerlijke aard te verliezen, de voordelen genieten door de wet aan de handelsvennootschappen toegekend.

De vennoten mogen zich slechts afzonderlijk en tot beloop van een zekere waarde verbinden.

Art. 3. § 1. Onder voorbehoud van de besluiten die krachtens artikel 2 van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut genomen zullen worden, wordt de maatschappij beheerst door de statuten van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen zoals zij zijn vastgesteld op 1 januari 1984 en rekening houdend met het feit dat :

— onder « Koning » en « Regering » dient te worden verstaan de Executieve;

— onder « Minister » dient te worden verstaan de Executieve of het door haar tot dat doel gemachtigde lid.

(1) *Zitting 1985-1986.*

Stukken van de raad nr. 13 (1985-1986). Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, openbare vergadering van 23 april 1986.

Bespreking. — Stemming.

§ 2. De algemene vergadering van aandeelhouders die bij volstreekte meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden beslist kan onder voorbehoud van goedkeuring door de Executieve, wijzigingen in de statuten aanbrengen; de statuten zullen overeenkomen met de voorschriften van dit decreet en met de bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen voor zover van deze laatste niet moet afgeweken worden uit hoofde van de bijzondere aard van de maatschappij.

Van de afwijkingen moet in de statuten uitdrukkelijk melding worden gemaakt.

Art. 3. § 1. Onder voorbehoud van de besluiten die krachtens artikel 2 van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut genomen zullen worden, wordt de maatschappij beheerst door de statuten van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen zoals zij zijn vastgesteld op 1 januari 1984 en rekening houdend met het feit dat:

- onder « Koning » en « Regering » dient te worden verstaan de Executieve;
- onder « Minister » dient te worden verstaan de Executieve of het door haar tot doel gemachtigde lid.

§ 2. De algemene vergadering van aandeelhouders die bij volstreekte meerderheid van de aanwezige en vertegenwoordigde leden beslist kan onder voorbehoud van goedkeuring door de Executieve, wijzigingen in de statuten aanbrengen; de statuten zullen overeenkomen met de voorschriften van dit decreet en met de bepalingen van de wetten op de handelsvennootschappen voor zover van deze laatste niet moet afgeweken worden uit hoofde van de bijzondere aard van de maatschappij.

Van de afwijkingen moet in de statuten uitdrukkelijk melding worden gemaakt.

Art. 4. De maatschappij wordt opgericht voor een duur die eindigt op de intredingwerkingsdag van een decreet waarbij haar ontbinding wordt uitgesproken en de modaliteiten van haar vereffening en de toestand van haar personeel worden geregeld.

Art. 5. Onverminderd artikel 19 is het maatschappelijk kapitaal samengesteld uit zoveel reeksen aandelen als er onderscheiden watervoorzieningsdiensten bestaan; die aandelen mogen ingeschreven worden door het Gewest, de provincies, de verenigingen van gemeenten, de gemeenten, de openbare centra voor maatschappelijk welzijn en de particulieren.

De tussenkomst van het Gewest in de vorming van het maatschappelijk kapitaal zal noch de helft van het aanvankelijke kapitaal, noch één derde van elke reeks aandelen overschrijden, tenzij een decreet voor deze laatste er anders over beschikt of tenzij het een tijdelijke inschrijving geldt in de plaats van de gemeenten wier onmiddellijke toetreding men niet heeft kunnen bekomen.

Het Gewest, de Provincies, de verenigingen van gemeenten en de gemeenten mogen hun inschrijvingen door jaarlijkse stortingen aflossen. Hun aandelen alsmede die van de openbare centra voor maatschappelijk welzijn zijn op naam en kunnen mits goedkeuring van de Executieve afgestaan worden.

Art. 6. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur en een directeur-generaal bijgestaan door een adjunct-directeur-generaal; zij worden door de Executieve benoemd.

De raad van bestuur is samengesteld uit twaalf leden waaronder een voorzitter en twee ondervoorzitters. Bij staking van stemmen is de stem van de zittingsvoorzitter beslissend.

De helft van de leden waarvan de voorzitter, worden benoemd door de Executieve, de andere leden worden benoemd door de algemene vergadering van vennoten, met uitsluiting van het Gewest.

Al hetgeen de werking, de bezoldiging en de duur der bediening van de voorzitter, van de ondervoorzitter en van de bestuurders betreft wordt door de statuten geregeld.

Al hetgeen de werking, de bezoldiging en de duur van de bediening van de directeur-generaal en van de adjunct-directeur-generaal betreft wordt door de Executieve geregeld.

Art. 7. De maatschappij kan door de Executieve gemachtigd worden, onder de voorwaarden door haar vast te stellen:

- 1° één van haar watervoorzieningsdiensten in zijn geheel of gedeeltelijk over te laten aan een gemeente of aan een vereniging van gemeenten;
- 2° de uitbating van één van haar diensten stop te zetten op de voorstel van de meerderheid van de vennoten, houders van aandelen welke vóór de oprichting van deze dienst ingeschreven werden.

HOOFDSTUK II. — *Financiering, boekhouding en toezicht*

Art. 8. De Executieve kan aan de maatschappij een toelage verlenen voor de bouw en de uitrusting van productieinstellingen van plaatselijk belang, constructies voor waterzuivering, watertoevoer en watervoorziening.

Deze toelage wordt door de maatschappij gebruikt tot:

- 1° volstorting ten belope van het verschuldigd bedrag van de maatschappelijke aandelen onderschreven door de gemeenten;
- 2° volstorting van de maatschappelijke aandelen welke door het Gewest ten voorlopige titel werden onderschreven in vervanging van de gemeenten waarvan de toetreding niet onmiddellijk kon worden bekomen;
- 3° volstorting van de aan het Gewest toegekende maatschappelijke aandelen in vervanging van de maatschappelijke aandelen welke door de Staat ten voorlopige titel werden onderschreven overeenkomstig de besluit-wet van 5 december 1946 waarbij aan de Nationale Maatschappij der Waterleidingen toelagen verleend worden ter aanvulling van deze voorzien bij de wet van 26 augustus 1913 houdende oprichting van die maatschappij.

Art. 9. De maatschappij wordt ingedeeld categorie B als bepaald door artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 10. Voor elke afzonderlijke watervoorzieningsdienst wordt in de boekhouding van de maatschappij een bijzondere rekening bijgehouden.

Deze bijzondere rekening bevat als uitgaven het aandeel van de dienst in de algemene onkosten van de maatschappij.

In de statuten worden voorzien:

- 1° het instellen van een gemeenschappelijk reservefonds voor al de diensten;
- 2° het inrichten voor elke dienst van een voorzorgsfonds bestemd voor het uitbreiden en verbeteren van de dienst en gestijfd door het overschot van winsten dat beschikbaar zou blijven na aftrek van het winstaandeel voorzien onder artikel 11;
- 3° de teruggave van de overige winsten van elke dienst aan de gemeenten, verenigingen van gemeenten en aan de bijzonderen die klanten zijn van deze dienst.

Art. 11. Het mogelijk toe te kennen jaarlijks winstdeel is beperkt :

1° voor de gemeenten en verenigingen van gemeenten ofwel tot de som overeenstemmende met de intrest en de aflossing van het deel van het kapitaal door haar gestort, ofwel tot het bedrag van de jaarlijkse storting voor dewelke zij ingeschreven zijn, zij voor de kwijting de wijze verkozen hebben voorzien bij het laatste lid van artikel 5.

In de beide gevallen wordt voor elke dienst het aantal jaren dat als grondslag voor de jaarlijkse afkorting of voor de aflossing moet genomen worden, alsmede het bedrag van de intrest vastgesteld op het ogenblik van het bijeenbrengen van het kapitaal;

2° voor de openbare centra voor maatschappelijke welzijn en de bijzonderen tot vier % van de gedane storting.

Voor de aandelen van het gewest en van de provincies wordt geen winstaandeel toegekend.

Art. 12. De maatschappij mag leningen aangaan of schuldbrieven uitgeven in vertegenwoordiging van jaarenten haar verschuldigd door de gemeenten, verenigingen van gemeenten, provincies en het Gewest.

De Executieve is gemachtigd tegenover derden, onder voorwaarden door haar te bepalen, de intrest en de aflossing van die leningen en schuldbrieven te waarborgen; de verbintenissen van het Gewest als borg mogen de sommen door het decreet houdende de begroting van de uitgaven van het Waalse Gewest niet overschrijden.

Art. 13. Het toezicht op de werkzaamheden van de maatschappij wordt uitgeoefend door een comité van toezicht benoemd door de algemene vergadering.

De statuten stellen het aantal leden vast, de duur van hun mandaat alsmede het bedrag van de aanwezigheidspenningen welke hen toegekend kunnen worden.

HOOFDSTUK III

Bijzondere bepalingen betreffende de uitvoering van de opdrachten van de maatschappij

Art. 14. De Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen kan met voorafgaande machtiging van de Executieve onroerende goederen en rechten ten algemene nutte onteigenen.

Art. 15. De maatschappij kan volgens de modaliteiten bepaald bij de wet van 17 januari 1939 houdende regeling van het gebruik door de openbare overheden, verenigingen van gemeenten en concessiehouders van openbare diensten of van diensten van openbaar nut, de openbare domeinen van de Staat, de provincies en de gemeenten voor de vestiging van leidingen en inzonderheid water- en gasleidingen, op of onder de pleinen, wegen, straten, wandelwegen, waterlopen en kanalen, welke van het openbare domein van de Staat, van de provincies en van de gemeenten deel uitmaken, alle werken betreffende haar opdracht uitvoeren.

Voor de toepassing van het enig artikel, vijfde lid van de in het eerste lid bedoelde wet, dient worden verstaan onder het woord « Koning », de Executieve.

HOOFDSTUK IV

Overname van de opdrachten, de rechten, de verplichtingen, de goederen en het personeel van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen

Art. 16. De personeelsleden van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen die naar het Gewest worden overgeheveld, zijn van rechtswege personeelslid van de regionale maatschappij.

Art. 17. De maatschappij beschikt over dezelfde fiscale voordelen als de Nationale Maatschappij der Waterleidingen voor haar afschaffing in de mate bepaald bij de wet houdende ontbinding van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en de besluiten ter uitvoering ervan.

Art. 18. De opdrachten, goederen, rechten en verplichtingen van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen die aan het Gewest worden overgedragen in toepassing van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, zijn van rechtswege aan de Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen overgedragen.

HOOFDSTUK V. — *Overgangsbepalingen*

Art. 19. § 1. Bij de oprichting van de maatschappij zijn daarvan aandeelhouders en nemen deel aan de eerste algemene vergadering.

a) de provincies, gemeenten, verenigingen van gemeenten en de openbare centra voor maatschappelijk welzijn die maatschappelijke aandelen van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen bezitten en die onder het Waalse Gewest ressorteren;

b) het Waalse Gewest.

§ 2. De in § 1 bedoelde aandeelhouders krijgen een aantal maatschappelijke aandelen van de Waalse maatschappij gelijk aan het aantal maatschappelijke aandelen waarover ze in de voormelde Nationale Maatschappij der Waterleidingen beschikten.

§ 3. Het Waalse Gewest krijgt een aantal maatschappelijke aandelen van de Waalse maatschappij gelijk aan dat waarover de Staat in de Nationale Maatschappij der Waterleidingen voor de in Wallonië gelegen diensten beschikte.

§ 4. De vermelde paragrafen zijn van toepassing onverminderd de maatregelen ter uitvoering van artikel 2, § 2 van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut.

Art. 20. § 1. De Executieve ziet erop toe dat de initiële maatschappelijke aandelen worden toegekend en dat de eerste vergadering bijeenkomt.

§ 2. Het bedrag van de aanvangskapitaal zoals het voortvloeit uit de toekenning van de aandelen krachtens artikel 19, mag volgens de in artikel 3, § 2 bepaalde procedure tot wijziging van de statuten uiterlijk een jaar na de oprichting van de maatschappij in de statuten worden ingeschreven.

§ 3. De overeenkomstig artikel 19 toegekende aandelen zijn slechts gestort in dezelfde mate als vóór de afschaffing van de nationale maatschappij.

Onverminderd de maatregelen ter uitvoering van artikel 2, § 2 van de wet van 28 december 1984 houdende afschaffing of herstructurering van sommige instellingen van openbaar nut, verlenen die maatschappelijke aandelen aan de houders dezelfde rechten en plichten als de maatschappelijke aandelen van de nationale maatschappij.

§ 4. Geen nieuwe inschrijving kan in toepassing van artikel 5 verricht worden zolang geen algemene vergadering van aandeelhouders, samengesteld volgens § 1 van artikel 19 is gehouden.

Art. 21. Indien de eerste algemene vergadering plaatsvindt vóór de intredingwerking van het besluit ter uitvoering van artikel 2, § 2 van de genoemde wet van december 1984 betreffende de Nationale Maatschappij der Waterleidingen en indien later zo'n besluit wettig genomen is en ten gevolge heeft een wijziging van de regels inzake toekenning van de maatschappelijke aandelen van de Waalse Maatschappij voor Watervoorziening tot gevolg heeft, neemt de Executieve de maatregelen die nodig zijn om dit koninklijk besluit uit te voeren.

Art. 22. De diensten van de nationale maatschappij waarvan het bediende grondgebied volledig in het Waalse Gewest gelegen is, worden binnen dezelfde perken in de regionale maatschappij behouden onverminderd de mogelijkheid van latere wijzigingen overeenkomstig de statuten.

HOOFDSTUK VI. — *Slotbepalingen*

Art. 23. De maatschappij oefent de in artikel 1, § 2, 1^o, bedoelde opdracht uit, vanaf de overdracht van de opdrachten van de Nationale Maatschappij der Waterleidingen.

Ze oefent de in artikel 1, § 2, 2^o bedoelde opdracht uit vanaf de bijeenkomst van de eerste algemene vergadering.

Art. 24. In artikel 1, § van de wet van 18 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut wordt de vermelding Waalse Maatschappij voor Watervoorzieningen ingevoegd op haar plaats in alfabetische volgorde.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.
Namen, 23 april 1986.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve,
belast met de Nieuwe Technologieën, de Buitenlandse Betrekkingen, de Algemeen Zaken en het Personeel,

M. WATHELET

De Minister van Economie, Tewerkstelling en van Middenstand voor het Waalse Gewest,

A. DECLETY

De Minister van Huisvesting en Toezicht voor het Waalse Gewest,

A. DALEM

De Minister voor Begroting, Financiën en Gesubsidieerde Werken voor het Waalse Gewest,

Ch. AUBECQ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Landleven en Water voor het Waalse Gewest,

A. LIENARD

De Minister van Leefmilieu en Landbouw voor het Waalse Gewest,

D. DUCARME

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 86 — 1562

26 JUN 1986. — Arrêté de l'Exécutif de la Région wallonne
organisant la comptabilité du Fonds de gestion du Patrimoine immobilier non destiné à l'Administration

L'Exécutif régional wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;

Vu la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes;

Vu le décret contenant le 1^{er} feuillet d'ajustement du budget des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1986, adopté par le Conseil régional wallon en sa séance du 20 juin 1986;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1989 portant règlement général sur la comptabilité de l'Etat modifié par les arrêtés subséquents;

Vu l'avis de l'Inspection des finances du 24 juin 1986;

Arrêté :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Il est ouvert à la section particulière du budget des dépenses, parmi les fonds alimentés principalement par des ressources étrangères au budget de la Région et dont il est disposé par les comptables qui opèrent les recettes, un compte intitulé « Fonds de gestions du Patrimoine immobilier régional non destiné à l'Administration », ci-après appelé le Fonds.

Art. 2. Les opérations du Fonds, leur inscription en comptabilité et leur justification sont soumises aux dispositions générales qui régissent les fonds précités et aux règles particulières établies par le présent arrêté.